

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Pôle de l'environnement

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N° 1303 DE MISE EN DEMEURE

Société PROLOGIS LXXI

**à
VEMARS**

La préfète déléguée pour l'égalité des chances
chargée de l'administration de l'Etat dans le département

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Environnement Livre V Titre I et notamment son article L. 171-8-I ;

VU l'arrêté du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 relatif aux stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et présents dans un entrepôt couvert soumis au régime de l'enregistrement ou de l'autorisation au titre de la rubrique 1510 de cette même nomenclature ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2013 autorisant la société PROLOGIS FRANCE LXXI Eurl à exploiter un entrepôt sur le territoire de la commune de VEMARS – Parc d'Activités des Portes de Vémars ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2014 imposant des prescriptions techniques complémentaires, suite aux modifications des conditions d'exploitation du site indiquées par la société dans son porter à connaissance du 27 septembre 2013 ;

VU le rapport du Directeur Régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise en date du 9 décembre 2014 établi suite à l'inspection approfondie du 18 novembre 2014 ;

VU le courrier daté du 9 décembre 2014 adressé à l'exploitant par la direction régionale et Interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France (DRIEE), lui transmettant le rapport de l'inspection des installations classées, conformément à l'article L171-6 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire des observations ;

CONSIDERANT que le délai laissé à l'exploitant s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

CONSIDERANT que l'entrepôt a été mis en service en mai 2014 ; que le jour de la visite du 18 novembre 2014, l'exploitant n'a pu fournir l'attestation de conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 et de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2014 susvisés ; que ces documents sont à transmettre avant la mise en service de l'entrepôt ; qu'ainsi l'exploitant ne respecte ni les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 août 2012 susvisé ni celles de l'article 1.3.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 3 mars 2014 ;

CONSIDERANT que lors de la visite du 18 novembre 2014, l'exploitant n'a pu fournir l'étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu ; qu'ainsi l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 7.4.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 3 mars 2014 ;

CONSIDERANT que lors de la visite du 18 novembre 2014, l'exploitant n'a pu fournir ni le plan de défense incendie ni le cahier des charges des moyens de lutte incendie établi au moment de la construction du bâtiment comportant la stratégie de lutte contre incendie à mettre en œuvre sur le site ; qu'ainsi l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 qui prévoit que l'exploitant formalise, dans un plan de défense incendie, sa stratégie de lutte contre un incendie susceptible de se produire dans ses installations ;

CONSIDERANT que l'entrepôt a été mis en service en mai 2014 ; que le jour de la visite du 18 novembre 2014, l'exploitant n'a pu fournir l'attestation de conformité des dispositifs de lutte contre l'incendie à une norme ou à un référentiel en vigueur, notamment les attestations de conformité des installations d'extinction automatique par sprinklage et de protection incendie par mousse et celles des extincteurs et des robinets d'incendie armés ; que ces documents sont à transmettre avant la mise en service de l'entrepôt ; qu'ainsi l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 7.5.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 3 mars 2014 ;

CONSIDERANT que ces non-respects des dispositions précitées constituent autant de non-conformités notables ;

CONSIDERANT en conséquence qu'il convient de faire application de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles 1.3.1, 7.4.1 et 7.5.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 3 mars 2014 ainsi que celles de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 afin de protéger les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise ;

A R R E T E

Article 1er : La Société PROLOGIS France LXXI est, pour l'exploitation de ses installations sises à VEMARS - Parc d'Activités des Portes de Vémars- bâtiment 2, mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois :

- l'article 1.3.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 3 mars 2014 en transmettant l'attestation de conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 susvisé et celles de l'article 1.3.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 3 mars 2014.
- l'article 7.4.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 3 mars 2014 en transmettant une copie de l'étude technique sur la ruine en chaîne du bâtiment.
- l'article 24 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 en formalisant sa stratégie de défense incendie dans un plan de défense incendie comprenant :
 - les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie ; cette partie peut être incluse dans le plan d'organisation interne.
 - les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées au II de l'article 24 et au deuxième alinéa de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012.
- l'article 7.5.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 3 mars 2014 en transmettant :
 - l'attestation de conformité à une norme ou à un référentiel en vigueur des installations d'extinction automatique par sprinklage et de protection incendie par mousse.
 - l'attestation de conformité à une norme ou à un référentiel en vigueur des extincteurs et des robinets d'incendie.

L'exploitant transmettra l'ensemble des documents demandés à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2 : En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L 171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée en Mairie de VEMARS, pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie, et maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Préfecture.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE -2/4, Boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cédex:

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise, le Directeur Départemental des Territoires par intérim, le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France et le Maire de VEMARS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le **16 FEV. 2015**

Pour la préfète déléguée pour l'égalité des chances
chargée de l'administration de l'Etat dans le département,
Le secrétaire général,

Daniel BARNIER

1000 1000 1000